

que les sociétés qui s'intéresseraient à la construction d'un pipe-line dans la vallée du Mackenzie sachent qu'elles devront au moins se conformer aux normes établies jusqu'ici?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Oui, monsieur l'Orateur, c'est ce que nous comptons faire. J'ai signalé à plusieurs reprises que nous devons poursuivre les recherches sur la toundra pendant encore tout un été pour déterminer les effets qu'aurait sur le pergélisol la construction d'un pipe-line.

Une voix: Qui a dit ça?

L'hon. M. Chrétien: Je l'ai souvent répété.

M. Douglas: Le ministre aurait dû s'en occuper depuis longtemps.

L'hon. M. Chrétien: Je constate que le député commence à s'intéresser à la question. Notre intérêt date de deux ans et l'année prochaine sera la troisième.

Des voix: Oh! Oh!

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je regrette d'interrompre le ministre, mais il me semble que la question tourne au débat. Le ministre peut évidemment terminer sa réponse, mais je répète que nous passerons ensuite immédiatement à un sujet différent. Je vois que le ministre n'a plus rien à ajouter.

* * *

L'INDUSTRIE

LES MINES—MESURES EN VUE D'AIDER LE NORD-OUEST QUÉBÉCOIS

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, en l'absence du très honorable premier ministre, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Étant donné la situation difficile dans laquelle se trouve la région du Nord-Ouest québécois, où des mines cessent leurs activités, créant ainsi un taux de chômage alarmant, le gouvernement a-t-il l'intention de prendre des mesures afin d'aider à solutionner immédiatement ce grave problème, et est-il actuellement en pourparlers avec les autorités provinciales, afin de venir en aide à cette région?

[Traduction]

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, la province de Québec n'a pas communiqué avec nous à ce sujet.

* * *

LA NAVIGATION

LES COMPAGNIES D'ASSURANCES ET LES RÉSEAUX DU SAINT-LAURENT ET DE LA BAIE D'HUDSON

M. Robert Simpson (Churchill): Ma question s'adresse au ministre des Transports. En répondant mardi à une question du député de Mackenzie, le ministre a mentionné que certains dirigeants de sociétés d'assurances du Royaume-Uni, des États-Unis et du Canada visiteraient le réseau de la voie maritime du Saint-Laurent. Il a égale-

[M. Orlikow.]

ment signalé qu'ils recevraient tous les renseignements possibles sur la route maritime de la baie d'Hudson. Le ministre peut-il nous dire combien de temps ces personnes resteront au Canada et si ceux qui s'intéressent ou sont associés à la navigation dans la voie maritime du Saint-Laurent ont eu l'occasion de s'entretenir avec elles.

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, à part les représentants de la voie maritime du Saint-Laurent et du ministère, je ne sais pas au juste combien d'autres personnes ont, de fait, rencontré le groupe. Je sais qu'ils ont passé les deux derniers jours sur un brise-glace dans le Saint-Laurent. Nous devons déjeuner ensemble aujourd'hui. Je n'ai pas encore rencontré ces messieurs. J'espère qu'ils reviendront plus tard cette année pour visiter l'Arctique. Entretiens, nous les renseignons le plus possible sur le sujet. Autant que je sache, d'une part leur emploi du temps ne leur permet pas de discussions approfondies avec des particuliers, et d'autre part, nous ne pouvons l'exiger d'eux. Je suis convaincu qu'ils pourront se rendre parfaitement compte de la situation.

M. Simpson: Le ministre a mentionné aussi que ces personnes seront invitées à revenir plus tard pour étudier la navigation par Churchill. Ferait-il l'impossible pour que les dirigeants de la Hudson Bay Route Association et ceux de la Commission du Port de Churchill aient l'occasion de les rencontrer?

L'hon. M. Jamieson: Oui, monsieur l'Orateur, je m'y engage. Si nous ne le faisons pas à l'heure actuelle, c'est que les députés s'en doutent sûrement, il serait à peu près inutile de visiter l'Arctique à cette époque-ci de l'année. Il vaut mieux attendre l'ouverture de la saison de navigation.

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Je voudrais demander au ministre si les données recueillies à la suite des voyages effectués dans la baie d'Hudson par le *Louis St-Laurent* en décembre et par le *Manhattan* dans les eaux arctiques seront communiquées à ces compagnies aux fins d'analyse.

L'hon. M. Jamieson: Oui, monsieur l'Orateur. Nous avons indiqué que nous leur communiquerions toutes les données en notre possession afin de les convaincre que, compte tenu de notre concours, la navigation dans les glaces ne comporte pas de risques susceptibles d'être qualifiés d'extrêmes ou d'extraordinaires. Nous estimons que cela permettrait de faire baisser considérablement les tarifs.

* * *

L'IMPÔT SUR LE REVENU

LA DEMANDE DE M. BOURASSA AU SUJET DE L'INTÉGRATION DANS LE PROJET DE NOUVELLE LÉGISLATION FISCALE

M. Stan Schumacher (Palliser): Ma question s'adresse au ministre des Finances. Le premier ministre Bourassa lui a-t-il fait des représentations au cours de la semaine écoulée ou au cours de ces dix derniers jours pour demander que le gouvernement du Canada abandonne le principe de l'intégration dans la législation fiscale à venir? Dans l'affirmative, quelle a été la réponse du ministre?